

LE CABINET ESPAGNOL SE PREOCCUPE de l'Afrique et de la hausse des prix

De notre correspondant particulier

Madrid, 11 août. — L'Afrique et les problèmes économiques ont été les deux principales questions examinées à Pazo-de-Mairas, résidence d'été du général Franco, par les ministres de la nouvelle équipe gouvernementale espagnole.

Le vice-président du gouvernement, capitaine général Agustin Muñoz Grande, et le ministre des affaires étrangères, M. Castiella, ont exposé leurs conversations avec M. Adlai Stevenson, ambassadeur des Etats-Unis à l'O.N.U., lors de la visite privée que celui-ci vient d'effectuer en Espagne. Les deux entretiens auraient surtout porté sur les questions africaines. Selon des versions recueillies à des sources proches de l'ambassade des Etats-Unis à Madrid et du ministère des affaires étrangères, M. Stevenson aurait dit que le Portugal devrait abandonner sa politique colonialiste, qui porte préjudice aux intérêts du monde occidental. M. Castiella aurait offert ses bons offices pour tenter d'obtenir du gouvernement Salazar d'une part une nouvelle attitude face aux aspirations à l'indépendance de l'Angola et du Mozambique, et d'autre part une prorogation de l'accord sur les bases américaines aux Açores. Le ministre espagnol aurait d'autre part exprimé son inquiétude quant à la politique future du Maroc en ce qui concerne les possessions espagnoles du Sahara, Ceuta et Melilla. Ces informations auraient vivement préoccupé M. Stevenson. On estime à Madrid que Rabat se limiterait à ce sujet dans l'avenir immédiat à mener une forte offensive diplomatique lors de la prochaine assemblée générale des Nations unies.

Avant d'entendre M. Castiella, le conseil avait entendu le volumineux rapport (400 pages) envoyé cette semaine par la Banque mondiale et élaboré par le groupe de techniciens qui, de mars à juin 1961, a pris le pouls de l'économie espagnole. Ce rapport est « le plus optimiste de ceux émis jusqu'à présent par les experts d'organismes internationaux », si l'on en croit M. Lopez Rodo, commissaire au développement économique. On prévoit une augmentation annuelle de 5 % du revenu national, ce qui assurerait aux Espagnols en 1970 433 dollars par an (un peu moins de la moitié du revenu du Français de 1960).

Une série de recommandations sont aussi formulées pour libéraliser l'économie et délimiter l'action de l'Etat, spécialement dans le maniement du budget et les activités des industries contrôlées par lui.

Les prévisions optimistes de la Banque mondiale pourraient cependant être affectées par la hausse du coût de la vie, qui a été de plus de 10 % ces douze derniers mois et s'est fait particulièrement sentir les semaines passées dans le secteur de l'alimentation.

Le journal *Ya* écrivait hier vendredi à ce sujet que « sa généralisation pourrait mettre en péril tout ce qui avait été obtenu pendant ces trois dernières années » par la politique de stabilisation ; l'article se terminait en montrant le paradoxe « d'une politique qui comportait comme l'un de ses premiers objectifs la défense du pouvoir d'achat interne comme condition pour la stabilisation extérieure et qui a obtenu brillamment le second point malgré le terrain perdu dans le premier : la défense du niveau général des prix ».

Au cours d'une conférence de presse, lundi dernier, le ministre du commerce, M. Alberto Ullastres, a attribué en partie la hausse des prix aux conventions collectives du travail. Beaucoup ont été souscrites trop rapidement par suite de la vague de grèves qui déferla sur le pays de fin avril à juin. Elles pourraient conduire à de nouvelles grèves en octobre prochain, selon certains dirigeants ouvriers.

Le ministre a promis de combattre les hausses en poursuivant une politique d'importations massives d'aliments par le canal du commissariat à l'approvisionnement et aux transports, qui dépend de son ministère.

Cet organisme, qui monopolise les importations de vivres et une grande partie de la production et de la distribution des aliments, est l'objet de diverses critiques au nom de la libéralisation. Cependant les hommes de l'« équipe économique », aujourd'hui entièrement sous l'influence de l'*Opus Dei*, ne sont pas disposés à supprimer cet organisme. Le conseil des ministres a au contraire décidé de lui redonner vie et a placé à sa tête M. Andres Rodriguez Villa, un homme d'affaires lié à l'importants groupes industriels allemands, ami de M. Ullastres.

Un autre homme d'affaires, M. Ignatio Bernar Castellanos, a été nommé directeur général du commerce extérieur. Enfin, pour occuper le poste de directeur de l'Institut espagnol des monnaies étrangères, laissé libre par la nomination de M. Lopez Bravo comme ministre de l'industrie, on a désigné un technicien, le professeur Humberto Villar Carraillet.

INTERIEUR

Après / 9 62